

LE FASCISME, LES MASSES, LES CHEFS ⁽¹⁾ ...

Remonter à la période qui a précédé le développement sur le plan syndical du phénomène fasciste n'aurait qu'un intérêt purement historique si ce coup d'œil rétrospectif ne nous permettait de mettre en lumière l'existence d'un état d'âme très répandu aujourd'hui: le découragement des masses. Ce découragement est un des obstacles les plus graves à la reprise de la lutte des partis de gauche et à une évaluation exacte des possibilités d'un mouvement classiste exempt des défauts de son passé démagogique. Le fait que de grandes masses prolétaires soient passées des drapeaux rouges aux fanions noirs, prouve indiscutablement l'absence de préparation politique de masses ouvrières changeantes, marquées des défauts propres à la race latine, et l'immaturité des consciences. Cependant, cela ne nous permet pas de justifier le pessimisme de beaucoup de vaincus, ni le mépris larvé des vainqueurs. Et encore moins la légèreté et, dans certains cas, la lâche malhonnêteté des chefs.

Début 1919, les places d'Italie regorgeaient de mécontents, dont la plupart revenaient de la boue des tranchées, de manifestants qui acclamaient la révolution et son prophète Lénine. La presse rouge voyait son tirage augmenter et les colonnes de ses souscriptions s'allonger. Les syndicats devenaient toujours plus pléthoriques, et l'affluence de nouveaux adhérents dans les sections des partis avancés était spectaculaire. Les élections de novembre 1919, engagées sur des programmes extrémistes, envoyèrent au parlement un grand nombre de députés d'extrême gauche. Les meetings, les manifestations, les cortèges se succédaient dans l'attente d'un grand leader ou d'un noyau bien organisé d'un parti de gouvernement. Les émeutes contre la vie chère du printemps 1919, explosion hybride de mécontentements encouragés surtout par des journaux bien-pensants, furent noyées sous une marée de vin et d'huile. La *Guardia Regia* (2) n'avait pas encore été instituée; dans l'armée, les soldats attendaient impatiemment d'être libérés, et le gouvernement ne s'alarma pas de cette petite révolution pantagruélique.

Il se peut que le gouvernement ait vu d'un bon œil ces tumultes sporadiques et mal engagés, dans la mesure où ils réduisaient la pression insurrectionnelle et détournaient l'opinion publique des vraies causes et des vrais responsables de la pénurie, et servaient d'avertissement aux classes riches qui faisaient obstacle à toute tentative faite par le gouvernement pour rétablir un état des choses proche de celui d'avant-guerre. Que firent les chefs? Ils laissèrent la colère aveugle et la misérable avidité de la populace châtier les commerçants, dont la majorité vivait des gains d'un petit négoce. Les grands magasins, eux, eurent le privilège d'être défendus par la force publique. Les chefs ne surent pas affronter les acteurs du pillage en leur indiquant un champ d'action plus vaste. Ils se bornèrent à couvrir les saucissons et les frasques du festin populaire des voiles mouvants de la rhétorique démagogique, à s'arranger pour faire approvisionner par les magasins les chambres syndicales, et à se faire les complices des patrons les plus rusés. Cela eut comme conséquence qu'une partie des masses ouvrières crut que la révolution n'était autre chose qu'un pillage sur une plus vaste échelle, que les grands commerçants pensèrent au châtiment et que les petits, trouvant injuste que les gens emportent la marchandise de leurs petites boutiques tandis qu'on laissait faire les grosses canailles, furent dégoûtés de ce bolchevisme qui, dans leur conscience empirique de petits-bourgeois, annonçait un nouveau pillage. La lassitude populaire était proche. La contre-attaque bourgeoise se préparait. Les chefs socialistes ne virent rien venir. De même qu'au cours du mouvement contre la vie chère, ils ne firent rien pour ne pas nuire à la grève générale des 20-21 juillet lorsque se produisit l'insurrection militaire et ouvrière d'Ancône, de même, à la fin de juin 1920, repoussèrent-ils l'idée d'un mouvement républicain sous prétexte qu'il aurait conduit à une république sociale-démocrate modérée et non à la dictature communiste rêvée, selon les modalités et les programmes imposés par Moscou. Pendant l'occupation des usines, en août-septembre 1920, l'ambiguïté des chefs et l'absence de préparation des masses

(1) Publié dans *Studi Politici*, n° 6-7, juin-juillet 1923, Rome.

(2) La garde royale.

rendirent manifeste la crise du mouvement révolutionnaire. Durant cette période, j'eus l'occasion de suivre personnellement l'occupation des usines en différents centres industriels de la Toscane et de l'Émilie. Je remarquai que l'esprit des ouvriers était très différent selon les villes et même selon les quartiers d'une même ville. Dans certaines villes, un sentiment de lassitude et d'incertitude avait succédé à l'enthousiasme du premier moment. Dans d'autres, l'enthousiasme persistait, mais les moyens de défense et les moyens techniques ne correspondaient pas aux bonnes volontés. Chez tous les ouvriers avec qui j'eus des contacts, je remarquai la même ambiguïté: ils voulaient faire la révolution tout en attendant la fin des négociations entre d'Aragona, Buozzi (3) et les industriels sous l'égide du gouvernement. Une fois l'enthousiasme collectif des premiers jours d'occupation évanoui, la masse était ainsi divisée: d'un côté, ceux qui pensaient: «*Restons, la révolution commence. Il est nécessaire d'oser se sacrifier*», mais ceux-là étaient une minorité; de l'autre, ceux qui criaient: «*Désormais, c'est nous les patrons, c'est nous qui commandons*», mais qui ne voyaient pas ce qu'il y avait à faire et ne se demandaient pas jusqu'où leur volonté pouvait aller, et ceux-là étaient la grande majorité. Enfin, il y avait ceux qui pensaient: «*Que Dieu nous assiste!*», et ils étaient nombreux.

Quand, en octobre 1920, Malatesta, Borghi et d'autres représentants anarchistes et syndicaux furent arrêtés, il n'y eut que quelques grèves sporadiques pour protester contre le défi gouvernemental. La réaction commençait à avoir la voie libre. Comment fut-il possible que le fascisme squadrista (4) ne soulevât pas de protestations dans les classes moyennes? Celles-ci étaient exaspérées par l'hostilité manifestée par les classes ouvrières envers tout ce qui sentait le bourgeois ou le militaire. Insulter les femmes, menacer les étudiants, faire la chasse aux officiers, toutes ces marques d'hostilité des cols bleus envers les cols blancs, les chapeaux à plumes et les galons, les uniformes d'officiers, suscitèrent de sérieux mécontentements qui prirent des formes toujours plus vives avec la succession exaspérante de grèves dans les services publics. Grèves indispensables dans bien des cas, mais parfois disproportionnées en regard de l'objectif visé et plus nuisibles que les premières grèves puisque leur raison d'être n'était pas évidente. Voilà l'intéressante opinion de Luigi Fabbri, un anarchiste dont les capacités sont reconnues par tout le monde, sur la question du droit de grève, telle qu'elle s'exprime dans son livre *La Contro-Rivoluzione preventiva*: «*Du point de vue de l'intérêt de classe et de l'intérêt révolutionnaire, puisqu'il faut chercher à obtenir par nos efforts le consentement du plus grand nombre, les ouvriers eux-mêmes devraient limiter l'emploi de cette arme à double tranchant. Très efficace à certains moments et dans certaines circonstances, elle a par sa nature tendance à augmenter l'animosité du public vis-à-vis des grévistes et à limiter l'adhésion au mouvement non seulement des classes dirigeantes, mais de tous*».

Les chefs socialistes et syndicalistes laissèrent faire, quand ils ne se firent pas les promoteurs de ces grèves générales pour défendre de petits intérêts sectoriels ou pour des faits insignifiants. Des meetings toujours plus nombreux et aussi peu concluants, exaspéraient la force publique, qui se voyait contrainte à exercer en permanence une tâche pénible et difficile au sein d'une foule hostile. Cette irritation fut accrue par une campagne de dénigrement systématique, et peut-être exagérée, faite à base de dessins injurieux et d'articles haineux dans les journaux de gauche. Les chefs, très aimables dans les antichambres des commissariats de police ou dans les bureaux des préfectures, ne perdaient pas une occasion pour exciter le peuple contre les gardes royaux, de pauvres malheureux pour la plupart (des chômeurs de l'après-guerre), aussi incapables de comprendre quel rôle ils jouaient qu'étrangers à l'esprit et au mode de vie de l'Italie centrale et septentrionale.

Cette erreur de tactique s'applique à bon nombre des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre (140 morts chez ceux-ci et 320 morts parmi les ouvriers) qui, d'avril 1919 à septembre 1920, enflammèrent momentanément l'indignation des masses, intensifiant le mécontentement des classes moyennes et laissant ensuite les masses dans un état d'écoeurement et de fatigue. C'est alors que le fascisme commença à pénétrer dans les masses. Les premiers à s'en rendre compte et à s'enrôler dans les milices fascistes furent les travailleurs qui avaient toujours penché du côté où la gamelle était la plus pleine. Puis vinrent ceux qui, isolés dans les localités où il n'y avait pas de mouvement ouvrier, durent choisir entre le chômage et l'enrôlement dans les organisations fascistes. Puis vint le temps des adhésions massives dans les zones où les moyens coercitifs, des coups à l'incendie des maisons, étaient tels qu'aucune résistance n'était plus possible. Mais la terreur n'explique les désertions que jusqu'à un certain point. La cause véritable réside dans la mauvaise éducation des masses par les chefs et tout spécialement des masses rurales. En certains

(3) Ludovico D'ARAGONA (1876-1961). Dirigeant réformiste très modéré de la *Confédération générale du Travail* (C.G.L.). Il joua le rôle de modérateur pendant l'occupation des usines. Bruno BUOZZI (Ferrare 1881 - Rome 1944). Socialiste modéré, secrétaire à partir de 1909 du *Syndicat de la Métallurgie* (F.I.O.M.). Il se chargea de négocier avec le patronat lors du mouvement des occupations des usines en Italie de septembre 1920.

(4) De *squadra*, mot employé pour désigner une troupe d'assaut fasciste.

endroits, appartenir à une coopérative et être socialiste étaient synonymes. Le socialisme se résumait à une question de salaires, à l'élection du député le plus apte à défendre et à sauvegarder les intérêts des associations ouvrières, à assurer aux coopératives les difficiles crédits gouvernementaux, et à la conquête de la mairie dans le but de faire payer davantage les seigneurs. La tactique syndicale, coopérativiste, politique des socialistes s'inspirait de ce principe: le maximum de résultats avec le minimum d'efforts. D'où l'absence de sentiments héroïques dans la lutte des classes et la sordide coalition d'intérêts, sans place pour l'idéal. Il manquait - comment pouvait-il en être autrement? - la confiance des masses en leurs chefs, qui pour la plupart, étaient des avocats avides d'une petite place au parlement, ou bien des propagandistes professionnels accrochés à leurs fiefs. Pour dominer la masse, les chefs la servaient, pour gagner ses bonnes grâces, ils la flattaient, ils la laissaient commettre les erreurs les plus grossières, incapables qu'ils étaient d'aller à contre-courant de peur de compromettre leur popularité. Une de ces erreurs, et une des plus graves, fut d'obliger les travailleurs inorganisés à entrer dans les syndicats. Ceux-ci furent les premiers à déraiper et, passés de l'autre côté, fournirent les premiers squadristi. Les faits ont donné raison aux anarchistes qui, à leur congrès de Bologne de juillet 1920, avaient affirmé: *«Tous ont droit au travail et les organisations doivent être le résultat de la conscience croissante des travailleurs et ne doivent pas leur être imposées par la force»*, protestant par là contre le principe de l'organisation obligatoire, *«violation de la liberté qui se retourne vite contre les organisations économiques du prolétariat en les privant de leur contenu d'idéal, de tout esprit de lutte, et qui introduit en leur sein un germe de dissolution»*.

Camillo BERNERI.
